

Le club de l'actualité sociale



 1 jour (7 heures)

 Collectif en salle

Prix sur
demande

Prérequis

Aucun

Le public

Assistant(e) RH, Responsable RH,
ou tout professionnel travaillant
avec ou au sein des IRP.

Activités digitales

d'émulation ou validation

L'objectif de la formation

Être capable de

- Actualiser ses connaissances en matière de droit du travail, eu égard aux évolutions des dispositions légales et réglementaires
- Sécuriser ses pratiques à la lumière des dernières avancées.

Le profil de l'intervenant

Consultant juriste spécialiste des problématiques sociales et de la gestion de la paie

La pédagogie utilisée

Apports théoriques et méthodologiques
Étude de cas
Validation des acquis

Les outils pédagogiques

Vidéoprojection.
Détail des supports pédagogiques remis aux participants : Une pochette /
stylo avec clé USB contenant les supports destinés aux stagiaires



Validation des acquis

Quizz de validation des acquis des connaissances méthodologiques et théoriques

Évaluation de la formation

Évaluation à chaud (questionnaire de fin de stage)

Programme pédagogique

La réforme du Code du travail et de la négociation collective d'entreprise après la loi Travail

Primauté de l'accord collectif d'entreprise : mode d'emploi, conséquences
Généralisation des accords majoritaires, nouvelle procédure référendaire en cas d'accord minoritaire, procédure de négociation dérogatoire avec des élus mandatés en l'absence de délégué syndical
Nouvelles règles de validité, de révision et de dénonciation des accords

L'actualité des contrats de travail et leur évolution

La réforme de la pénibilité
Les CDD, les clauses sensibles du contrat de travail
Modification du contrat de travail, droit disciplinaire

L'actualité du temps de travail et des congés

L'aménagement du temps de travail : les nouveautés en matière de modulation du temps de travail, les possibilités de sécurisation des forfaits jours et les précautions à prendre
La gestion des congés : évolutions du Code du travail et du droit européen

L'actualité de la santé et sécurité au travail

Les nouvelles obligations de l'employeur en matière de suivi médical des salariés après la loi Travail : contenu, procédure, conséquences pratiques
Risques psychosociaux, obligation de moyen renforcé de sécurité de l'employeur : la nouvelle donne depuis l'arrêt Air France et ses suites jurisprudentielles
La réforme de la procédure d'inaptitude au travail : la consultation des délégués du personnel, les obligations d'information et de motivation de la médecine du travail et de l'employeur

L'actualité de la rupture du contrat de travail et ses suites

Le contentieux jurisprudentiel de la rupture conventionnelle : illustrations pratiques
La prise d'acte de la rupture, la résiliation judiciaire du contrat de travail : les dernières évolutions
Tour d'horizon jurisprudentiel du droit du licenciement pour motif personnel
Zoom sur les modifications en matière de licenciement économique et les mesures pour l'emploi de la loi Travail (accord de préservation de l'emploi, transferts d'entreprise)

La réforme des instances représentatives du personnel après les lois Rebsamen et Travail

La fusion des instances DP, CE et CHSCT : intérêts ? Conséquences ?
Le contenu modifié de la base de données économique et sociale (BDES) et le regroupement des consultations annuelles du CE
Les nouvelles modalités de fonctionnement du CE et CHSCT : hausse des crédits d'heure, usage des nouvelles technologies, réunions obligatoires, contentieux de l'expertise CHSCT, renforcement de la parité pour les élections professionnelles, durée des mandats...
Les nouvelles obligations en matière de non-discrimination salariale et de valorisation des parcours professionnels des représentants du personnel